

Jean-Pierre VIVET
LA CÔTE-D'IVOIRE
(*Combat*, 20-26 juillet 1946)

De notre envoyé spécial Jean-Pierre VIVET

LA CÔTE-D'IVOIRE EST-ELLE CONDAMNÉE À MORT ?
« Nous n'avons plus qu'à rentrer en France », disent les colons désabusés
(*Combat*, 20 juillet 1946)

De notre envoyé spécial Jean-Pierre VIVET

De notre envoyé spécial

ABIDJAN, juillet. — À Abidjan, la saison des pluies bat son plein. On m'avait prévenu., on m'avait dit : « Quand ça commence, il y en a pour un bout de temps. » Et, de ce fait, depuis mon arrivée, je n'ai pas encore eu l'occasion de me séparer de mon imperméable. Quant au casque colonial, pour être détourné de sa destination primitive, son utilité n'en reste pas moins incontestable. L'ennui est qu'il s'alourdit fâcheusement à mesure que la pluie le pénètre.

Cet accoutrement (casque, imperméable, sans oublier les mollets nus) est caractéristique du colon de la Côte-d'Ivoire. Contre les intempéries, l'indigène emploie des moyens de fortune : boubou retroussé par-dessus la tête, toile à bâche, etc. J'ai même aperçu une femme utilisant comme couvre-chef une cuvette de métal émaillé.

Une petite pluie comme en Bretagne

C'est une petite pluie qui n'en finit jamais. Qui n'a rien de tropical, qui s'apparenterait plutôt au crachin de Brest ou de Lorient, et qui s'accorde mal avec les silhouettes philatéliques des palmiers et des baobabs. Il pleut sur les crépis clairs des villas, des comptoirs de commerce, des bâtiments administratifs, et cela fait des traînées noirâtres du plus piteux effet. Il pleut sur la petite balustrade rose qui entoure le parc public et aussi sur le toit du kiosque à musique qui s'effrite au milieu, muet et désert. On dirait un coin de station climatique à l'automne, quand les vacances sont finies.

Mais ici pas de feuilles mortes jonchant les allées ; elles restent suspendues aux branches et, à la fin, cette verdure perpétuelle doit avoir quelque chose de lassant. Il pleut sur la chaussée, et comme le macadam a presque complètement disparu, on enfonce jusqu'aux chevilles dans les flaques d'eau, ou bien on patauge dans le sable mouillé. Les camions Dodge ou International vous éclaboussent tous les dix pas.

Il pleut sur Abidjan, inlassablement. Cependant, Abidjan manque d'eau et la patronne de l'hôtel me prévient que l'eau est coupée pendant la plus grande partie de l'après-midi.

Autrefois...

— Ah ! Monsieur, me dit-elle, ce n'est plus comme autrefois.

Les conversations que l'on surprend un peu partout, aux terrasses des cafés ou sous les arcades des comptoirs, ne font qu'accentuer cette impression de fin de vacances,

cette atmosphère désolée. L' « autrefois » nostalgique de ma logeuse est le leit-motiv général des Abidjanais.

— Autrefois, on gagnait gros et on ne regardait pas à la dépense. C'était fête toutes les nuits. Il fallait voir les planteurs redescendre de brousse après deux ou trois mois de travail. On en vidait, des bouteilles de champagne. Que voulez-vous, la vie était pour rien. Songez que, depuis la guerre, les prix ont plus que décuplé : si vous aviez connu la place du Marché autrefois...

La place du Marché ressemble à toutes les places du Marché d'A.O.F. : des indigènes, assis des heures entières devant leurs petits tas soigneusement alignés : une poignée de cacahuètes, une noix de coco, quelques bananes, une petite pyramide de mandarines, trois poissons séchés...

Les Syriens maîtres du marché noir

Autrefois le petit tas coûtait cinquante centimes. Aujourd'hui, c'est cent sous. Les pièces de monnaie ont disparu, c'est le billet de cent sous qui a pris leur place.

Dans les magasins, les prix commencent à rejoindre ceux de la métropole. Un coupon de tissu de laine anglais, venu de Gold Coast, coûte 5.000 francs C.F.A. (donc à multiplier par 17), une paire de souliers 2.000 francs. Le paquet de cigarettes américaines oscille entre 50 et 60 francs. Ici aussi, les bons que distribue l'administration sont rarement honorés et le marché noir fleurit officiellement. Le gros trafic est celui de l'essence, le fût de deux cents litres se vend 15.000 francs. La répartition vient encore d'être diminuée ; il n'y a pas d'essence pour les transports, mais les rues d'Abidjan sont encombrées de voitures particulières.

Comme à Dakar, comme dans toute l'A.O.F., le marché noir constitue le monopole presque exclusif des Syriens, aux allures de nouveaux riches, et qu'on voit peu à peu s'introduire dans les milieux les plus fermés.

— Ils nous ont mis à la porte de leur pays et les voilà qui viennent s'engraisser chez nous. Est-ce admissible ? demandent les autres commerçants, moins débrouillards.

Chaque matin, les ménagères font la queue devant les boulangeries. Le pain est rare. Pendant plusieurs mois, la farine a complètement manqué. Le vin n'est toujours pas revenu. Quant à la viande, qui vient du Nord, la raréfaction des moyens de transport en réduit les arrivages.

Les cargos doivent repartir sans avoir été chargés ou déchargés

Je prends mes repas à tour de rôle dans chacun des trois restaurants de la ville. Il y a toujours quelque planteur pour venir s'asseoir à ma table et nous n'avons pas achevé le premier plat que commencent les doléances.

Je dis : « Sale temps. » Et on me répond invariablement : « Sale race. »

Je dis encore : « Abidjan n'est pas le pays de Cocagne qu'on s'imagine en France. »

— Non, monsieur, mais il l'a été et il pourrait l'être encore. Il faudrait seulement que nos nouveaux citoyens acceptent de travailler. Vous êtes venu voir ce que donnait la nouvelle politique. Eh bien, allez un peu vous promener sur les chantiers et les plantations et vous verrez. Ce n'est pas compliqué : la liberté du travail, pour un noir, c'est la liberté de ne rien foutre.

Je hoche la tête et on poursuit :

— Les résultats, les voilà : plus de trains de marchandises et le wharf qui va s'arrêter, parce que ces messieurs désertent les chantiers de bois de chauffe. Le café et le cacao qu'on a récoltés sont en train de pourrir dans les postes de la brousse et dans les entrepôts. Et les cargos, pleins de camelote pour la colonie, qui repartent sans avoir pu décharger !

Ah ! elle est belle, leur nouvelle politique...

Une seule chose à faire : rentrer en France

— Ça peut se tasser, dis-je.

Mon interlocuteur hausse les épaules.

— Les transports reviendront peut-être un jour, mais alors il n'y aura plus rien à transporter. Pensez, monsieur, il n'y a plus personne sur les plantations. On n'a pas pu achever la dernière cueillette et la prochaine n'aura pas lieu. Il n'est même plus possible d'entretenir les plantations. L'année prochaine la brousse aura tout repris.

— Alors ? dis-je.

— Alors, il ne nous reste plus qu'une chose à faire : mettre la clef sous la porte et prendre le premier bateau pour la France. Il n'y a plus de place pour nous aux colonies.

Il soupire, et tandis qu'au dehors la pluie redouble :

— La vérité, monsieur, la vérité est bien simple : c'est que la Côte-d'Ivoire se meurt et qu'avant peu elle sera morte.

Faute de moyens de transport
LA CÔTE D'IVOIRE
est menacée d'asphyxie
(*Combat*, 21 juillet 1946)

De notre envoyé spécial Jean-Pierre VIVET

ABIDJAN, juillet. — Rue du Commerce : une succession de longs bâtiments de couleur crème ou rose, temples dédiés à Mercure, dont le fronton s'orne de ces initiales magiques qu'on trouve répandues à travers toute l'Afrique : S.C.O.A., C.F.A.O., C.F.C.I. Sous leur péristyle, c'est un ronronnement ininterrompu de machines à coudre, tandis qu'à l'intérieur, une clientèle indolente évolue entre des coupons de cotonnade, des outils agricoles, des boîtes de conserves et des disques de phonographe.

Au premier étage, les bureaux. Des noirs, à lunettes et en chemisettes blanches, tapent à la machine.

— Ce que nous réserve l'avenir, je n'en sais rien, me dit le patron de la « boîte ». J'ignore si les prochaines récoltes pourront se faire ou non. Mais il ne suffit pas de produire, encore faut-il pouvoir exporter ce que l'on a produit. Et, à ce point de vue, la situation actuelle est catastrophique : c'est toute la dernière récolte de la Côte d'Ivoire qui va se trouver perdue faute de moyens de transports.

« Nous achetons nos produits aux exploitants européens ou indigènes de la brousse, et nous les acheminons jusqu'à la station de chemin de fer la plus proche. C'est par voie ferrée que s'effectue leur transport jusqu'à la côte. Vous savez sans doute que les trains de marchandises ont été supprimés entre Bobodioulasso et Abidjan, par suite du manque de bois de chauffe. Conséquence : quelques dizaines de milliers de tonnes de produits de toutes sorte moisissent actuellement sous la pluie le long de la voie. »

.....

Le wharf est consigné

www.entreprises-coloniales.fr/afrique-occidentale/Wharf_Port-Bouet.pdf

Je demande s'il n'y a pas moyen d'effectuer les transports par route.

— Vous avez bien dû voir l'état des routes. Avec les pluies qui ont commencé, et plus personne pour les réparer, elles sont devenues à peu près impraticables. Et puis, nous manquons de camions, et surtout d'essence.

Le patron se cale dans son fauteuil. Après un moment de silence, il reprend :

— Admettons même que les marchandises puissent être amenées jusqu'au port. Ensuite, qu'est-ce que nous en ferons ? Voici un télégramme que je viens de recevoir de

Dakar. C'est pour nous annoncer que le wharf de Port-Bouët va être consigné pendant deux ou trois mois. Les navires seront détournés sur Sassandra ou Grand-Bassam.

Port-Bouët est le port d'Abidjan. C'est actuellement le seul débouché de la Côte d'Ivoire. Sassandra et Grand-Bassam sont des points isolés de la côte, que le chemin de fer n'a pas encore atteints. Au reste, l'état de leur wharf ne vaut guère mieux que celui de Port-Bouët. Grand-Bassam est arrêté depuis longtemps et on craint que chaque coup de barre n'arrache le wharf de Sassandra. On a commencé à creuser un chenal pour permettre la construction d'un port à Abidjan* (qui se trouve sur la lagune), mais les travaux sont suspendus et les sables se redéposent dans la partie déjà creusée. La consignation de Port-Bouët, cela signifie donc l'arrêt de tout trafic entre la capitale de la Côte d'Ivoire et l'extérieur.

Un cargo suisse attend qu'on le charge

— Cette nouvelle n'a rien de surprenant. Depuis des semaines, nous l'attendions. Pas de bois de chauffe pour les chaudières et plus personne pour entretenir le wharf. Récemment encore les tirailleurs « deuxième portion » faisaient grève et il a fallu les libérer. Le matériel est dans un état déplorable. Sur une douzaine de grues, à peine la moitié fonctionnent. Il reste tout juste cinq à six « boats » en usage et quelques chaloupes à vapeur.

« Ces derniers temps, le trafic du wharf avait déjà considérablement diminué. Il ne faisait pas trois cents tonnes par jour alors qu'autrefois, il en atteignait un millier. Des navires anglais, qui transportaient du ciment — et le ciment fait terriblement défaut ici — ont dû repartir sans avoir pu décharger. C'est pour la même raison que le chemin de fer n'a pu recevoir les Diesel dont il a besoin. D'autres vapeurs attendent en vain, comme ce navire suisse, le *Chasseral*, qui, en trois semaines, n'a pu embarquer que huit cents tonnes. Et songez que le Gouvernement doit verser plusieurs centaines de milliers de francs par jour aux bateaux affrétés par la France, qui attendent en rade.

« Voici d'autres chiffres : pour le cacao, le programme du mois de mai prévoyait l'embarquement de 17.000 tonnes. Seules, 7.000 tonnes ont pu être chargées. La dernière récolte ayant été de 34.000 tonnes, il en reste encore 27.000 à expédier. Que vont-elles devenir ? Et il en est de même pour les autres produits : le café, les oléagineux, les bananes... Voyez la perte que cela représente pour nous : rien que pour le cacao, 135 millions de francs. Et tout cela, c'est autant de moins pour le ravitaillement de la France, autant de moins pour l'acquisition de devises étrangères. »

Port-Bouët dans le marasme

J'ai été passer une après-midi à Port-Bouët. J'ai pris le petit tortillard qui fait la navette entre Abidjan et la côte, distants d'une dizaine de kilomètres. Un vrai tortillard. Deux wagons de bois branlants, filets déchirés, banquettes éventrées, cloisons défoncées. Comme voyageurs, rien que des indigènes.

En voici un qui vient de monter en marche et qui me propose, pour vingt-cinq francs, la photographie du député, M. Houphouët, Les hommes dorment sur la banquette, un feutre mou crasseux rabattu sur le visage. Les femmes ont leur rejeton attaché dans le dos, la tête pendante ou bien écrasée contre leur colonne vertébrale. On s'interpelle d'un bout à l'autre du wagon avec d'interminables « Comment ça va ? », « Et toi ça va ? »

Voici Port-Bouët : quelques cabanes en planches le long d'une plage déserte, un bistro qui ressemble à celui du *Quai des Brumes* (le temps est d'ailleurs propice à cette comparaison : il bruine doucement), un hangar à réparations qui est, en fait, un cimetière de baleinières. Le wharf coupe la plage en deux : c'est un assemblage de poutrelles métalliques s'avancant dans la mer sur une bonne centaine de mètres, et qui s'élargit à son extrémité. Une douzaine de grues ceinturent cette dernière. Deux ou trois d'entre elles déroulent péniblement leurs câbles. Sur les poutrelles, des noirs endormis.

Au large, deux cargos, dont l'un porte la croix suisse. C'est celui qui est là depuis près d'un mois.

Et c'est tout. Et voilà qui suffit à paralyser toute l'économie d'une colonie. Parce qu'on n'a pas pensé à remplacer quelques chaudières, pas pensé à construire dix ou vingt boats, parce qu'on n'a pas pu trouver le millier de travailleurs nécessaires aux coupes de bois et à l'entretien du wharf, la Côte d'Ivoire se trouve mise en quarantaine.

J'ai été voir le directeur des Travaux publics d'Abidjan pour lui demander ce qu'il fallait penser de la situation. Il m'a dit en caressant une mèche qui le fait ressembler à Charles Vanel :

— Je sais. je sais. Il y a beaucoup de bruits qui circulent. Mais, n'est-ce pas, on exagère facilement. Sans doute, la situation n'est pas brillante. Mais je suis persuadé que cela va s'arranger... Nous sommes en période de crise, on ne peut pas le nier... Cette crise, toutefois, ne peut être que passagère... La suppression du recrutement forcé a été un peu brutale, et elle est tombée à un mauvais moment, à l'époque des semailles en Haute Côte. Les Mossis sont remontée chez eux dès qu'ils ont été libérés. Ils redescendront. Déjà, des volontaires commencent à venir. Nous avons pu récupérer la moitié du personnel qui nous est nécessaire.

Je n'ai pas eu connaissance du télégramme que vous me signalez. Le wharf consigné, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut-il dire que tout trafic doit cesser ? Ou bien, n'est-ce pas simplement qu'étant donné la lenteur des opérations de chargement et de déchargement, on ne va pas nous envoyer de nouveaux navires. Le matériel est usé. Que voulez-vous, quatre ans de guerre... Quant aux boats, je puis vous dire qu'on en a commandé aux colonies voisines. »

M. le directeur des Travaux publics personnifie assez exactement l'administration de la Côte d'Ivoire. Il dit : « C'est la guerre », si quelque chose ne va pas et il commande aux colonies voisines des boats qu'il lui suffisait de faire construire lui-même quelques mois plus tôt. Mais, tout de même, l'optimisme excusera-t-il le défaut de prévoyance ?

Des stocks de bois pourrissent sur la Côte-d'Ivoire
d'où les forestiers français songent à se retirer
(*Combat*, 23 juillet 1946)

De notre envoyé spécial Jean-Pierre VIVET

ABIDJAN, juillet. — Les forestiers sont les plus vieux colons de la Côte-d'Ivoire. Ils se flattent d'appartenir à la race des aventuriers. Ils portent des chapeaux à larges bords, et c'est en dessous qu'on aperçoit les plus « grandes gueules » d'Abidjan. On leur attribue des fortunes appréciables, et on leur reconnaît un talent particulier pour faire « suer le burnous ».

Pour l'instant, les forestiers paraissent avoir perdu quelque peu de leur faconde. Ils participent aux communes lamentations qui emplissent quotidiennement les cafés d'Abidjan. Ils disent qu'ils sont ruinés, et même qu'on en veut à leur peau.

Je voulais visiter un chantier ! On m'a répondu que ce n'était pas le moment. Les coupes se font pendant la saison sèche. Ensuite, on transporte les billes dans les lits de la rivière. Quand arrive le moment des pluies, elles se trouvent ainsi mises à l'eau et le courant les entraîne vers la mer. Des équipes de nageurs sont chargées de les diriger dans leur descente, — qui dure trois ou quatre semaines, — jusqu'à des barrages établis à l'entrée de la lagune. C'est alors qu'on « drome » les billes, c'est-à-dire qu'on les réunit pour les remorquer jusqu'au port. Il ne reste plus qu'à les embarquer. Si l'embarquement n'est pas immédiat, il faut les ramener à terre afin d'éviter qu'elles ne deviennent la proie des « tarés », petits vers rongeurs.

Des kilomètres de bois flottant

Ce qui préoccupe actuellement les forestiers, c'est donc la question de la descente des billes coupées l'an dernier et celle de leur embarquement. À vrai dire, il semble bien qu'à peu près partout, des billes ont pu être amenées aux barrages ; les nageurs avaient un moment fait grève, mais leur salaire journalier ayant été porté de 25 à 100 francs, ils sont revenus sur leur décision.

— Je suis en train de dromer, m'a dit un forestier. Venez donc voir comment ça se passe.

Un matin de bonne heure, nous sommes partis en camion sous un ciel inquiétant. Peu après Bingerville, ancienne capitale de la Côte-d'Ivoire, maintenant ville morte aux volets clos et qu'envahissent les herbes, il s'est mis à pleuvoir. Arrivés à la lagune, nous avons embarqué sur deux pirogues, la tête recouverte de nos imperméables. Les indigènes pagayaient en silence, contrairement à ce qu'on voit au cinéma. L'expédition ne paraissait pas autrement les enchanter. Mon compagnon profita d'une éclaircie pour me faire admirer les racines aériennes des palétuviers. Au bout d'une heure de navigation sur la lagune, nous avons aperçu la rivière. Le barrage était un peu plus haut. Retenues par un câble transversal, les billes tassées les unes contre les autres se succédaient à perte de vue.

— Et il y en a comme ça sur des kilomètres. Ça représente une demi-douzaine d'exploitations.

Je demande comment les propriétaires de billes peuvent s'y reconnaître. On me répond que chaque bille porte une marque distinctive.

« Qu'est-ce que je vais faire de mon bois ? »

Nous grimons sur une drome qu'on achève d'assembler. Il y a là quelque deux cents billes, réunies au moyen de pitons, d'anneaux et de lianes. On peut marcher en toute sécurité sur cette sorte de radeau. Mais la femme d'un de mes compagnons qui s'aventure sur des billes non « dromées » se met soudain à pousser un cri en perdant l'équilibre. Nous la rattrapons au vol, tandis que les indigènes s'esclaffent un quart d'heure durant.

— Vous remarquerez le rythme du travail. Un qui fait semblant et dix qui regardent. Ils mettent cinq jours pour faire ce qu'autrefois ils faisaient en vingt-quatre heures, et il ne faut pas se plaindre. C'est déjà beau qu'ils n'aient pas foutu le camp.

On vient de détacher notre drome. Elle démarre lentement, entraînée par le courant, puis prend peu à peu de la vitesse, et il faut faire attention à ne pas aller donner contre les dromes voisines ou les bords de la rivière. Les indigènes munis de perches s'efforcent de nous maintenir à distance des obstacles.

— Et maintenant ? dit mon forestier. Quand j'aurai remorqué toutes mes dromes jusqu'au port, qu'est-ce que je vais en faire ? Le débit du wharf est devenu à peu près nul. Seuls les produits prioritaires, comme le café ou les palmistes, ont quelque chance d'être embarqués. Il y a déjà des kilomètres de billes qui, depuis deux ans, attendent et pourrissent le long de la côte à Port-Bouët. J'ai bien peur que celles-ci ne soient condamnées à aller pourrir avec elles.

Les chantiers sont déserts

Et puis il y a aussi la question : que va-t-il se passer l'année prochaine ? Est-ce que les coupes vont pouvoir continuer à se faire ?

Tous les forestiers que j'interroge en rentrant à Abidjan haussent les épaules et ricanent.

— Nous sommes convaincus que, du train où vont les choses, il est impossible que cela s'arrange, répond l'un d'entre eux. La main-d'œuvre volontaire, cela n'existe pas. On vous dira : donnez-leur de l'argent, et puis donnez-leur de la marchandise pour le

dépenser et ils reviendront. Eh bien, non, l'indigène préfère crever de faim plutôt que de travailler. Je parle de l'indigène de brousse D'ailleurs, en brousse, ils ne risquent guère de crever de faim, ils trouvent toujours de quoi se nourrir.

« Nos chantiers sont déserts. J'avais huit cents bonshommes, il m'en restera une centaine à la fin du mois. Ensuite, plus personne. Et c'est la même chose pour tous les autres exploitants. Tous nos recrutés sont partis d'un seul coup, dès qu'on leur a dit qu'ils étaient libres, je dirai même dès qu'on leur en a donné l'ordre. Non seulement, les autorités n'ont rien fait pour les retenir, bien au contraire elles ont tout mis en œuvre pour les inciter à désertier. Des émissaires du député parcouraient les campements : le lendemain, on ne trouvait plus que des cases vides. Ils n'ont même pas attendu de terminer leur contrat. Ils ont préféré perdre leur pécule. Vous ne me direz pas qu'il ne s'agit pas d'un mouvement concerté.

« Même les volontaires que nous employions autrefois ne veulent plus revenir. Je recrute depuis vingt ans dans le même cercle, à Korhogo, sans même passer par l'administration. Encore récemment, plusieurs centaines m'avaient promis de venir. Maintenant, ils refusent. Pourquoi cela ? À cause de la propagande qui a été faite là-bas. On leur a dit : « Vous êtes citoyens, vous n'avez plus à travailler ». Vous ne voulez pas me croire, monsieur. Tenez. »

Et il appelle le chauffeur assis dans la cabine de son camion.

— Pourquoi tes camarades n'ont pas voulu venir ?

— Ils disent parce que eux citoyens, répond l'autre.

— Et voilà, conclut mon forestier.

Je lui demande si on ne pourrait pas envisager la mécanisation des exploitations forestières.

— Sans doute. Cela supprimerait en partie le problème de la main-d'œuvre, encore que ça pose le problème des techniciens. Et cela diminuerait le prix de revient. Notre syndicat a dernièrement envoyé une commande de cent millions aux États-Unis. Mais quand recevrons-nous le matériel ? Je viens de recevoir un télégramme de New York disant qu'il ne pourrait pas être livré avant dix-huit mois.

Comme je m'apprête à m'en aller, il me retient encore :

— Non, voyez-vous, tout cela est une question de politique. L'administration veut nous supprimer. Elle fait tout ce qu'elle peut pour ça. Elle nous refuse des adjudications, mais elle les accorde au syndicat africain. Prenons, par exemple, l'histoire du bois de chauffe. Nous demandions 350 fr. la tonne. On nous a dit « non ». Mais le lendemain, on en a offert 395 aux Africains. L'administration débauche nos ouvriers, sous prétexte de liberté de travail. Seulement, elle institue une nouvelle sorte de recrutement forcé en faisant pression sur les chefs de village, et ces prétendus volontaires, c'est au profit des Africains qu'elle va les chercher. Elle n'a qu'un désir : que nous abandonnions pour que les autres prennent notre place.

« D'ICI PEU,
TOUTES LES PLANTATIONS de la COTE D'IVOIRE SERONT ABANDONNÉES »,
disent les planteurs de café et de cacao
(*Combat*, 24 juillet 1946)

De notre envoyé spécial Jean-Pierre VIVET

Dans cette plantation de café, les cases, plutôt misérables, qui abritaient les travailleurs, ont été abandonnées.

ABIDJAN, juillet. — C'était en quelque sorte une plantation modèle, celle qu'on ne manquait jamais de faire visiter aux officiels et aux reporters. Elle s'étend sur plusieurs

milliers d'hectares ; elle possède sa propre usine de décortiquage, la plus importante de toute l'A.O.F.¹

La nuit tombait quand nous sommes arrivés. Mon hôte a tenu quand même à me faire parcourir les campements de ses travailleurs.

— ...Avant qu'ils ne soient tous partis, a-t-il précisé. Ici, les recrutés. Ils sont encore une centaine qui n'ont pas terminé leur contrat. Mais à la fin du mois, ce campement sera complètement désert.

Ils sont cinq ou six accroupis autour d'un feu et ils regardent bouillir une marmite de manioc. À notre apparition, ils se lèvent.

Mon hôte, qui a des moustaches de général en retraite, fait un petit geste de la main, puis il bougonne quelque chose qui doit signifier : est-ce que la soupe est bonne, mes enfants ? Il paraît fort satisfait de les entendre répondre. : « Oui. »

Le feu éclaire l'intérieur des cases. De la terre battue, c'est tout. Quatre murs et un toit de tôle. Mon hôte surprend mon regard.

— Ah ! dit-il, ce n'est pas un palace. Mais ils n'en demandent pas plus.

« ON AURAIT PU ... »

Il me conduit du côté des volontaires. Ceux-là viennent de la Moyenne Côte et ils habitent là avec toute leur famille. Mais eux non plus ne resteront pas. Quand ils sont venus, c'était avant la suppression du recrutement.

— Nous employions 2.000 manœuvres. Il en reste à peu près cinq cents, et combien le mois prochain ?

Nous montons ensuite à la « Résidence ». Tout le confort moderne : électricité fournie par l'usine, salle de bain, etc. Vraiment, c'est une belle installation, trop belle, peut-être... On devine ma pensée.

— Évidemment, il faut le reconnaître, on n'a pas fait pour eux tout ce qu'on aurait dû faire. On aurait pu se préoccuper un peu plus de leur hygiène, de leur bien-être, de leur instruction. Le meilleur moyen de les retenir, ç'aurait encore été de reconstituer sur la plantation une sorte de double de leur village d'origine. On aurait pu...

J'approuve. Cet « aurait pu », lui non plus, n'a sûrement pas été sans conséquence sur la crise actuelle.

DES PLANTATIONS QUI VONT RETOURNER À LA BROUSSE

Le lendemain matin, promenade à travers les caféiers.

— Dire que cette plantation était la mieux entretenue de toute la colonie. Maintenant, regardez dans quel état elle se trouve... Les arbustes pas taillés, le sol plein de plantes sauvages. Ces gousses toutes noires que vous voyez accrochées aux branches, les « cerises », c'est du café qui n'a pu être cueilli en février dernier et qui pourrit sur pied. Et voici de nouvelles cerises qui commencent à apparaître. Mais cette fois-ci, la cueillette ne sera plus faite à moitié, elle ne sera plus faite du tout. Ce qui reste de personnel ne suffit même pas à l'entretien de la plantation. Et c'est très grave : il ne s'agit plus seulement d'une ou de deux récoltes de perdues, c'est tout l'avenir compromis. Une plantation non entretenue est une plantation qu'on rend à la brousse.

LE PRIX DU CAFÉ

Il a poursuivi :

— Cette question de main-d'œuvre se complique encore, pour nous autres planteurs de café, du fait que nous devons étroitement tenir compte de notre prix de revient. Il ne nous suffit pas d'avoir des travailleurs, il faut encore qu'ils ne nous reviennent pas trop cher. L'administration, les forestiers, peuvent payer à peu près n'importe quel prix (et ils

¹ Probablement les Plantations de la Tanoé :

www.entreprises-coloniales.fr/afrique-occidentale/Plantations-Tanoé.pdf

ne se privent pas pour faire de la surenchère). Nous, pas. Au tarif actuel, une trentaine de francs par jour, il nous est matériellement impossible de tenir. Avant guerre, la main-d'œuvre revenait à six francs. Le prix d'achat au producteur du kilo de café, lui, n'est passé que de six à douze francs. Ajoutez à cela un rendement de travail inférieur et une hausse considérable sur le prix du transport et du matériel.

« Voici un document de la chambre d'agriculture établissant notre prix de revient. Le kilo de café nu-basculé nous revient à 28 fr. 50. Si nous n'obtenons pas un relèvement de la taxation, inutile de continuer, nous ne tiendrons pas le coup. Songez que la taxe est même inférieure au cours pratiqué sur le marché mondial. Même chose pour le cacao. Le prix de revient actuel dépasse le prix de vente. Il est vital pour nous que nous obtenions au moins la parité mondiale.

LE NIVEAU 0 EST PRÉVU POUR 1947

Le président de la Chambre d'agriculture, dans le bureau duquel je me trouve maintenant, me dit que tout cela est exact et que si le Gouvernement ne pratique pas une politique de revalorisation de ces produits coloniaux, cela entraînera leur disparition. Seules, les plantations de bananes et d'huile de palme peuvent s'en sortir.

— Mais, dit-il, trouveront-elles la main-d'œuvre nécessaire ? Éternelle question. À quoi bon vous montrer les courbes de production de ces dernières années avec leurs chutes accélérées ? L'année prochaine, le niveau zéro sera partout atteint. On finit actuellement d'utiliser les équipes de travailleurs recrutés l'année dernière. Ensuite, ce sera fini, plus de relève, pas de volontaires. D'ici peu, toutes les plantations seront fermées.

Je demande s'il est vraiment impossible de trouver des volontaires.

— Les indigènes de ces régions-ci préfèrent travailler pour eux. Ils ont de toutes petites exploitations familiales, qui suffisent à leurs besoins. Avec un sac de cacao par an, ils ont de quoi se nourrir, acheter un pagne à leurs épouses, et même doter leurs fils. C'est pourquoi on a dû recruter dans le Nord. Maintenant que le travail est redevenu libre, les Mossis sont rentrés chez eux, et ils redescendent d'autant moins volontiers que l'administration le leur demande par la bouche d'un député originaire du Sud qu'ils considèrent comme d'une race inférieure.

— Alors, pas d'espoir d'en sortir ?

UN S. T. O. ?

— Du moins actuellement. Encore si certaines conditions... Il faudrait d'abord que la métropole nous fournisse des marchandises ou nous permette d'en acheter à l'étranger en nous octroyant des devises. En 1938, nous recevions pour 12 ou 13 millions de francs de camelote. Aujourd'hui, à peine pour 4 millions. On parle souvent de la Gold Coast. Mais n'oubliez pas tout ce dont l'Angleterre s'est privée pour alimenter ses colonies. Il faut créer des besoins à l'indigène et lui donner de quoi les satisfaire ; alors peut-être travaillera-t-il.

« De même, si nous pouvions mécaniser nos cultures, cela simplifierait les choses. Malgré le prix des machines (un caterpillar complet coûte deux millions), nous arriverions à diminuer nos prix de revient. Malheureusement, nous n'en sommes encore qu'au stade expérimental, et le matériel que nous avons commandé ne peut pas nous être livré avant deux ou trois ans.

« Enfin, sans revenir au système de recrutement forcé, ne serait-il pas possible d'instituer une sorte de service du travail remplaçant le service militaire, et chaque indigène serait astreint à fournir six ou douze mois de travail ? À défaut, qu'au moins l'administration organise une propagande sérieuse en faveur du travail. Croyez-moi, monsieur, nous ne sommes pas tous des négriers, et s'il en est parmi nous, nous ne demandons qu'à les éliminer.

Mais qu'on ne nous empêche pas de travailler. »

Les noirs de la Côte-d'Ivoire disent :
« Des conseillers européens ? d'accord. Des maîtres et des exploiters, non »
(*Combat*, 25 juillet 1946)

De notre envoyé spécial Jean-Pierre VIVET

ABIDJAN, juillet. — Treichville est un des faubourgs indigènes d'Abidjan. Il est situé de l'autre côté de la lagune. À l'entrée du pont, une pancarte permanente avertit qu'on fasse attention : travaux. On débouche sur un alignement de petites bicoques, style banlieue plutôt que médina. Elles se touchent et donnent de plain-pied sur la rue : ni cour, ni jardin.

C'est un dimanche matin, la rue est pleine de boubous fleuris et de chemises Lacoste. J'assiste à un spectacle qui évoque pour moi des souvenirs « métropolitains » : la prise d'assaut du car pour Grand-Bassam. Les femmes ont un timbre de voix particulièrement aigu. Sur le toit, un noir, qui revient probablement de Gold Coast, drapé dans une superbe pièce de cotonnade rouge, jaune et violet, explique :

— I am going to visit my mother.

Je demande mon chemin à un garçon en pantalon de « palm-beach ». Accoudé à une balustrade de bois, la tête entre les mains, il paraît méditer devant un petit livre que je reconnais pour appartenir à la collection des classiques Hatier. Il s'agit d'une tragédie en cinq actes et en vers : « Andromaque ».

« Qui vous a dit que tout allait mal ? »

La personne que je cherche habite une vingtaine de mètres plus loin. C'est un ancien étudiant en droit, rencontré à Paris et, bien entendu, nous commençons par parler -du quartier et d'amis communs. Mais nous avons beau plaisanter, il y a quelque chose qui ne va pas. Non, ce n'est plus comme à Paris.

Je lui fais part de mes impressions de Côte-d'Ivoire². Il me répond qu'il est un ami du député M. Houphouët ; aussi ne voit-il pas les choses tout à fait comme ça.

— On vous a dit que tout allait très mal. Mais qui vous a dit cela ? Des gens dont, précisément, l'intérêt est que tout aille ou paraisse aller très mal. Ils crient à la catastrophe, mais ils seraient désolés si elle ne se produisait pas. Ils espèrent que cela provoquera un retour en arrière, que cela permettra de prendre des mesures réactionnaires, qui les rétabliront dans leurs anciens privilèges et qu'ils pourront ainsi refaire « suer le burnous » comme auparavant.

« On vous a parlé de sabotage. Mais comment appellerez-vous, alors, cette manœuvre des exploitants forestiers qui, sitôt la sortie du décret abrogeant le recrutement forcé, ont demandé à l'Administration que le prix de la tonne de bois de chauffe soit porté de 180 à 350 francs, dans l'espoir d'un refus, qui, effectivement, eut lieu ? Ils pensaient ainsi paralyser les moyens de communication. Mais le syndicat africain a fait échouer cette manœuvre. en prenant les adjudications à son propre compte. Et nous trouverons, nous avons même déjà trouvé la main-d'œuvre nécessaire. M. Houphouët est revenu de sa dernière tournée en Moyenne Côte, avec l'assurance que plus d'un millier de travailleurs se proposaient à descendre sur les chantiers. C'est tout ce dont nous avons besoin pour assurer les [cinq mille tonnes mensuelles de bois de chauffe nécessaires à la marche du chemin de fer et du wharf](#) ».

Une journée de travail payée 3 fr. 50

² Voir le début de ce reportage dans les numéros de *Combat* des 20, 21, 23 et 24 juillet.

— Il est tout de même exact, dis-je, que la presque totalité des indigènes ont déserté les chantiers dès que le travail est redevenu libre ?

— C'est une réaction compréhensible. On oublie un peu vite le passé. Je veux bien que tous les colons ne soient pas des négriers, mais les négriers ne sont pas des individus légendaires, ils ont vraiment existé. Il n'y a pas si longtemps que la main-d'œuvre se payait 3 fr. 50 par jour. Encore en janvier dernier. 3 fr. 50 par jour, vous entendez. Cependant les colons, eux, échafaudaient des fortunes qui se comptent en millions. Et maintenant, ils viennent pleurer misère...

« Il n'y a pas si longtemps que les planteurs, et surtout les forestiers, se servaient de la « chicote ». Il n'y a pas si longtemps que le riz, destiné à l'alimentation des indigènes, était revendu au marché noir par leurs employeurs. Et vous-même, vous avez pu voir l'état des campements. Tout cela, voyez-vous, on a un peu trop tendance à l'oublier aujourd'hui. La principale cause de cette crise, ce sont les abus antérieurs. Mais si la métropole continue à pratiquer une politique de compréhension, cette crise se dénouera très rapidement, Revenez dans un mois et vous verrez. »

Et même si les colons parlaient...

— En attendant, les planteurs disent qu'ils vont être contraints de mettre la clef sous la porte.

— Et même si cela était ? répond mon interlocuteur. Il ne faut pas croire que les Européens soient les seuls à produire. [Si on prend le café et le cacao, les Européens n'ont fourni que 10 à 15 % de la dernière récolte.](#) Le resté vient des exploitations indigènes, et principalement des petites exploitations familiales que la pénurie de main-d'œuvre ne touchera pour ainsi dire pas. Que les planteurs européens s'inquiètent de leur sort, c'est normal, mais qu'ils ne disent pas que c'est d'eux que dépend le sort de la Côte-d'Ivoire.

— Ainsi, à votre avis, on pourrait se contenter d'une exploitation indigène ?

— Pourquoi pas ? Voyez en Gold Coast, les maisons de commerce achètent directement aux indigènes. Il n'y a pas de planteurs, ni de forestiers anglais. On dit qu'à cause de nous, la Côte-d'Ivoire va à sa perte. Mais savez-vous, par exemple, que [sur un millier de concessions forestières accordées aux Européens, il n'y en a pas cent qui soient exploitées ?](#)

— Vous admettez tout de même la nécessité d'un encadrement européen ?

— Évidemment, nous ne demandons même que cela. Entre conseiller et exploiter Il y a une nuance. M. Barthes a très bien dit dans un récent discours :

« Nous ne sommes plus là pour vous commander, mais pour vous conseiller ».

Qui est raciste ?

Nous poursuivons notre conversation dans un petit restaurant d'Abidjan, de l'autre côté du pont. Nos voisins nous dévisagent longuement, avec force commentaires. Je vois qu'évidemment, cela ne se fait pas de déjeuner avec un noir dans un restaurant.

— Et l'on parle d'égalité ! Il y a des gens qui disent que nous sommes racistes, ce qui est d'ailleurs parfaitement faux : si nous pensons qu'il vaudrait mieux que certains blancs quittent la colonie, nous pensons seulement mauvais blancs, à ceux dont peut se demander ce qu'ils sont venus faire ici puisqu'ils ne peuvent pas nous sentir. Et nous savons aussi reconnaître nos amis. Mais si nous étions racistes, à qui la faute ? En principe, les établissements publics sont mixtes. En fait, les trois quarts des Européens d'ici se croiraient déshonorés s'ils mangeaient à la même table que nous, sinon dans la même salle. Encore, à ce point de vue, la situation a-t-elle beaucoup évolué, pendant la guerre, il ne s'agissait pas seulement d'inégalité, mais d'injustice flagrante. [Songez que les noirs qui prenaient le chemin de fer, non seulement avaient des wagons spéciaux, mais encore devaient payer le prix d'une place de première pour voyager en seconde !](#)

Si tout cela les Européens l'ont oublié, nous pas. Ensuite, vous vous étonnerez d'une certaine défiance de notre part. Mais nous avons été si souvent trompés...

Si l' on veut éviter une catastrophe totale en Côte-d'Ivoire...
(*Combat*, 26 juillet 1946)

De notre envoyé spécial Jean-Pierre VIVET

À BORD à du « Providence », juillet. — Je suis assis dans un grand fauteuil d'osier à l'arrière du pont B. Par la porte du fumoir, j'entends qu'on joue au bridge et je reconnais les voix, pour une fois réconciliées, de deux adversaires irréductibles, un ancien administrateur des colonies et un planteur de bananes. Des enfants font une partie de main chaude devant le bastingage, tandis que passent et repassent, inlassablement, tous galons dehors, un groupe d'officiers à la recherche d'une bonne fortune problématique.

J'essaie de mettre un peu d'ordre dans mes dernières impressions et de faire le point après tant de conversations contradictoires.

Que la situation en Côte d'Ivoire soit des plus critiques, il n'est personne pour le nier. Cependant, ce que les uns considèrent comme irréparable n'est que crise passagère aux yeux des autres, selon que l'on est adversaire ou partisan de la nouvelle politique coloniale.

Mais d'abord, à quoi tient le malaise actuel ? Essentiellement à l'absence de main-d'œuvre. En voici les principales raisons : quoi qu'on puisse penser des mesures relatives à la suppression du travail forcé (et, en fait, la majeure partie des colons en reconnaît le bien-fondé), ces mesures prises par la métropole se sont révélés à la fois trop brutales et prématurées. Il n'est pas inutile de rappeler que, selon les recommandations de Brazzaville elles-mêmes, le retour au travail libre devait s'effectuer progressivement, par paliers, en s'échelonnant sur une durée de cinq ans. Il fallait laisser à l'administration locale et aux colons la possibilité de parer graduellement aux difficultés devant lesquelles ils allaient se trouver ; en particulier, il fallait attendre l'arrivée du matériel de culture commandé aux États-Unis.

Mais on peut aussi se demander si le rôle de l'administration locale n'aurait pas été, précisément, de prévoir un plan de mise en application de ces nouvelles mesures, et de même, les planteurs et les forestiers ont eu le tort de croire qu'on leur fournirait éternellement une main-d'œuvre bon marché. Maintenant, on parle beaucoup de motoculture et on commande des tracteurs à l'étranger. Mais n'aurait-il pas été possible de prendre ces dispositions un peu plus tôt ?

Enfin, il faut aussi tenir compte des multiples abus qui régnaient sur les chantiers et les plantations, il n'y a pas si longtemps. Les 3 fr. 50 journaliers, la chicote et la mauvaise nourriture expliquent la violence de la réaction indigène à l'annonce de la suppression du recrutement.

La démagogie

Par ailleurs, si cette crise se révèle avant tout par son aspect économique (baisse de production), on se doute que la politique n'en est pas exclue. La suppression du servage a été décidée au nom de certains principes d'égalité, de justice et de respect de la dignité humaine, et cela ne peut être qu'approuvé. Mais, en appliquant avec autant de hâte ces nouvelles mesures, il semble qu'on ait surtout fait de la démagogie. Les considérations électorales l'ont emporté sur le bon sens, compromettant ainsi le succès de toute l'expérience, car on pense bien qu'à leur tour, les éléments réactionnaires de la colonie s'efforceront de mettre à profit la crise actuelle pour tenter de discréditer le principe même de cette expérience.

La question reste : comment parer à la pénurie de main-d'œuvre qui risque de conduire la Côte-d'Ivoire à sa perte? Il ne peut être question d'un retour au servage, tel qu'il se pratiquait autrefois. Cependant, on pourrait admettre, en ce qui concerne les travaux publics, la possibilité d'exiger de l'indigène des prestations en nature, qui ne seraient que l'équivalent de nos impôts, soit en appliquant le système malgache du carnet de travail, soit en décidant la création d'une sorte de service du travail, en remplacement du service militaire. Bien entendu, les conditions de travail feraient l'objet d'une surveillance très stricte.

Les exploitations européennes

En ce qui concerne les exploitations européennes, le premier problème qui se pose est celui de leur maintien ou de leur suppression au profit des exploitations indigènes. C'est cette dernière solution qui avait été envisagée à Brazzaville. Mais il paraît peu probable que le transfert puisse être effectué à brève échéance. Il faudrait un encadrement européen encore inexistant.

Pour que les exploitations européennes puissent tenir le coup dans les circonstances actuelles, plusieurs conditions paraissent nécessaires. La mécanisation constituerait sans doute le meilleur remède au défaut de main-d'œuvre. Mais on connaît les délais qu'elle exige, en admettant même que l'on mette à la disposition des colons les devises indispensables à l'achat du matériel.

En attendant, les indigènes n'accepteront de travailler qu'autant qu'on leur offrira des salaires honorables, en leur donnant en contrepartie la possibilité d'acheter toutes les marchandises qu'ils désirent, depuis les coupons de tissu jusqu'aux lampes-tempête. Là encore, la métropole doit faire l'effort, soit de fournir ces marchandises, soit d'octroyer un nombre suffisant de devises pour leur achat.

Enfin, il paraît indispensable que les planteurs de café et de cacao obtiennent une revalorisation sensible de leurs produits.

Des télégrammes en ce sens ont été envoyés par la Chambre d'agriculture de la Côte-d'Ivoire au ministère intéressé. On pense qu'il y sera donné suite. Il n'y a pas de raison pour que le café et le cacao soient payés aux colons français à un tarif inférieur à celui du marché mondial.

Mais pour que toutes ces mesures puissent aboutir, encore faut-il que l'administration sache faire preuve d'autorité (aussi bien vis-à-vis du colon que de l'indigène) dans l'exécution du plan qu'elle aura décidé. Ce n'est qu'en réagissant contre une certaine tendance à la démagogie qu'il sera possible d'éviter une catastrophe totale, nécessairement suivie d'un retour à une politique réactionnaire.
